



Union Nationale des Syndicats de la Santé Privée FO

COMMUNIQUÉ

Libération immédiate du Dr Hussam Abu Safiya, directeur de l'hôpital Kamal Adwan à Gaza

L'Union Nationale des Syndicats de la Santé Privée FO a été informée, notamment par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et Amnesty International, du bombardement du dernier hôpital opérationnel dans le nord de la bande de Gaza. La destruction intentionnelle de l'hôpital Kamal Adwan et l'arrestation du personnel soignant, dont son directeur, le Dr Hussam Abu Safiya, constituent des actes inacceptables qui suscitent notre plus vive indignation.

Malgré un contexte de violence extrême marqué par des bombardements incessants et des attaques, le Dr Hussam Abu Safiya et son équipe ont fait preuve d'un engagement exemplaire en continuant d'organiser les soins pour les malades et les blessés. Leur courage et leur dévouement méritent notre admiration et notre soutien inconditionnels.

Dans le cadre d'une mobilisation internationale en faveur de la libération du Dr Hussam Abu Safiya, l'Union Nationale des Syndicats de la Santé Privée FO apporte son soutien à l'appel initié par des médecins français (voir document joint).

Nous appelons l'ensemble de nos syndicats à relayer cette campagne de mobilisation auprès de leurs adhérents. En tant que professionnels de santé, nous exigeons avec la plus grande fermeté la libération immédiate et inconditionnelle du Dr Hussam Abu Safiya, afin qu'il puisse continuer à exercer son métier et sauver des vies.

Par ailleurs, l'Union Nationale des Syndicats de la Santé Privée FO réaffirme son appel urgent à :

- **Un cessez-le-feu immédiat ;**
- **L'arrêt des livraisons d'armes dans la région ;**
- **Le respect du droit international humanitaire, notamment la protection des structures médicales et l'acheminement du matériel de soin et des médicaments essentiels.**

Il est impératif que la communauté internationale réagisse pour garantir le respect des droits humains fondamentaux et la protection des professionnels de santé dans les zones de conflit.

Paris, le 6 janvier 2025